

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE  
MONSIEUR CLOBERT TCHATAT  
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE  
L'HABITAT**

**A L'OCCASION DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE  
DES TRAVAUX DE LA CONFERENCE ANNUELLE  
DES RESPONSABLES DES SERVICES CENTRAUX ET  
DECONCENTRES DU MINDUH**

Yaoundé, le 14 février 2011

**Messieurs les Délégués du Gouvernement auprès des Communautés Urbaines de Yaoundé et Douala ;**

**Messieurs les Secrétaires Généraux ;**

**Messieurs les Directeurs Généraux ;**

**Madame et Messieurs les Présidents des Ordres professionnels;**

**Mesdames et Messieurs les Maires ;**

**Chers Collaborateurs et Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs ;**

Je suis particulièrement heureux de présider aujourd'hui la Cérémonie d'ouverture des travaux de la Conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat, dans son édition 2011.

J'en saisis l'occasion, comme il en est d'usage, pour souhaiter une chaleureuse bienvenue à l'ensemble des responsables des services déconcentrés du MINDUH, venus représenter leurs régions à Yaoundé, ainsi qu'aux différents partenaires qui ont bien voulu honorer cette cérémonie de leur présence. Je me réjouis que tous

soient parvenus à bon port, dans cette illustre salle du Palais des Congrès qui nous est désormais familière.

**Mesdames, Messieurs ;**

**Chers collaborateurs ;**

Le thème retenu pour la présente conférence porte donc sur la « **Contribution du Sous-secteur urbain à la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi : défis et enjeux** ». Celui-ci, faut-il le rappeler constituant un « cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010/2020 », soit la déclinaison à moyen terme des actions à entreprendre pour répondre aux défis que propose la « Vision du Cameroun à l'horizon 2035 » et que traduit la « Politique des grandes ambitions » du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Paul Biya.

Il s'agit donc là d'un sujet d'importance, s'il en est, puisqu'il concerne les voies et les moyens qui doivent nous permettre d'atteindre l'émergence et d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens, de nos enfants, à l'échéance d'une génération.

C'est un vaste programme et une ambition nationale qu'il n'entre pas dans mon propos de développer ici, laissant ce soin aux intervenants qui animeront vos travaux pendant ces deux journées que je souhaite aussi intenses qu'enrichissantes pour tous.

Je me bornerai donc, dans mon propos introductif, à relever deux points qui me tiennent à cœur, à savoir :

- 1) Le sens que je donne à notre rencontre d'aujourd'hui et la logique qui prévaut dans le choix des thématiques abordées par nos conférences successives
- 2) La mise en perspective des objectifs du DSCE avec les enjeux de la Vision du Cameroun 2035 et la part contributive de notre secteur à la réalisation des enjeux précédents.

S'agissant tout d'abord du sens donné à nos conférences, je rappellerai ici mon ambition d'en faire le cadre privilégié de la concertation qui doit présider à tout projet de gouvernance urbaine de fonder une plateforme qui permette aux participants des responsables de nos services centraux et déconcentrés d'échanger sur les enjeux de notre secteur ou sur les questions de

gouvernance administrative au sein de notre Département Ministériel

En d'autres termes, d'apprécier le chemin parcouru ; d'envisager ensemble les conditions du bon accomplissement de nos missions ; de mesurer notre capacité à relever les quatre grands défis que constituent pour le Cameroun,

- (1) la consolidation du processus démocratique,
- (2) la croissance économique et de l'emploi,
- (3) la maîtrise de la démographie et la formation du capital humains enfin et ce n'est pas le moindre,
- (4) l'organisation du développement urbain, le développement du territoire et la préservation de l'environnement, en tant que facteurs de développement et de bien être.

Et c'est bien pour permettre à ses agents de s'approprier la vision macroéconomique d'un Cameroun 2035 émergent, pour renforcer leur capacité à relever les défis précédents, pour capitaliser les avancées réalisées en matière institutionnelle, réglementaire, technique ou administrative que nous avons entrepris de réfléchir ensemble :

- En 2008, sur les défis du MINDUH face aux enjeux actuels de la gestion urbaine, y compris ceux de la gouvernance locale ;
- En 2009, sur les dynamiques urbaines actuelles, sur l'appropriation des textes régissant l'urbanisme et sur le rôle des services déconcentrés, comme agents d'aménagement territorial et appuis à la gouvernance locale ;
- En 2010, sur l'exigence d'appropriation de la Feuille de route, dans un contexte de gouvernance administrative fondée sur la performance et le résultat.

Les problématiques étant complexes, notre méthode se voulait alors simple et progressive. Elle le demeure aujourd'hui et se fonde toujours sur le principe qu'un renforcement durable des capacités s'appuie sur le triptyque inébranlable d'une large information, d'une bonne appropriation et d'un réel effort de capitalisation.

Je crois donc pouvoir dire, sans grand risque de me tromper, que l'adoption de cette méthode et sa répétition annuelle ont permis aux responsables du MINDUH d'élargir la perception qu'ils avaient de leurs

missions. Ils se sont ainsi familiarisés avec l'exigence d'une démarche intersectorielle ou multi acteurs, indispensable à tout projet démocratique et efficient de gouvernance des villes.

**Mesdames, Messieurs ;**

**Chers Collaborateurs ;**

C'est sur la base des principes précédents que la présente Conférence doit vous permettre de poursuivre votre démarche d'information, de réflexion et de capitalisation. C'est dans leur suite logique qu'elle vise à renforcer la compréhension des enjeux sectoriels et des missions qui en découlent pour notre Département Ministériel dans le contexte actuel. Et c'est pourquoi nous avons retenu d'aborder aujourd'hui le thème de la : « **contribution du Sous-secteur urbain à la mise en œuvre du DSCE : défis et enjeux** ».

Il n'est nul besoin de relever que ce document qui décline à un horizon décennal la Vision 2035 constitue pour le Gouvernement « Un cadre stratégique de développement intégré, qui privilégie tout à la fois la cohérence financière, la coordination de l'action gouvernementale ainsi que la concertation avec la

société civile, le secteur privé et les partenaires au développement ».

Enfin, pour ce qui concerne l'enjeu que constitue la maîtrise du secteur urbain et de l'aménagement du territoire dans ce cadre, je me bornerai à rappeler (pour ce qui nous concerne) que si le rythme de l'urbanisation actuelle se poursuit, plus de 75% de la population camerounaise vivra dans les villes d'ici 25 à 30 ans. Les problèmes qu'engendrent une urbanisation mal maîtrisée, déjà connus dans les métropoles de Douala et Yaoundé, seraient alors décuplés si aucune action prospective n'est engagée.

Il s'agit donc pour nous de prendre la mesure du problème et d'anticiper le développement indispensable des villes (et par là je veux dire de toutes les villes), grands centres de consommation et réserves des facteurs indispensables à tout essor industriel. Il va sans dire qu'aujourd'hui ce premier défi se conjugue (1) à la nécessaire préservation de l'environnement et (2) à l'amélioration de la gouvernance, à travers une utilisation plus efficace et plus efficiente des ressources humaines, financières et matérielles dont dispose notre pays pour son développement.



L'objectif que s'est fixé le Cameroun est de maîtriser la croissance du taux d'urbanisation pour le situer à un niveau de 57,3% à l'horizon 2020 notamment par une densification des activités agropastorales et halieutiques, grands pourvoyeurs d'emplois en milieu rural.

Il ne s'agit pas de lutter contre un processus irréversible de modernisation de notre société mais d'établir une relation forte du type gagnant-gagnant, entre un secteur rural fortement productrice et un secteur urbain qui offre et qui assure le marché aux produits agropastoraux à travers une densification des secteurs industriel et de service.

L'urbanisation ne doit pas se faire au détriment de la production agropastorale, tout au contraire une urbanisation maîtrisée doit être la résultante de la modernisation de l'Agriculture au sens large qui, comme le Chef de l'Etat Son Excellence Paul BIYA le rappelait encore il y a de cela quelques jours à l'occasion de la fête de la jeunesse, constitue le gage de la croissance économique de notre pays au vu des

gisements d'opportunités que ce secteur offre à la jeunesse.

Notre défi majeur est donc de faire de la ville camerounaise de demain non pas une juxtaposition des bidonvilles avec tous les travers que cela entraîne, mais un espace bien planifié, des populations urbaines bénéficiant de tous les services de base, une voirie urbaine moderne, des zones de détente aménagées, des centres d'échange bien organisés, soit une ville sans bidonville où il fait bon vivre.

Il s'agit également de faire de la ville camerounaise de demain un véritable centre de production et de consommation nécessaire à l'essor du secteur industriel mais aussi de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques de nos grandes métropoles et le développement des villes secondaires capables de mieux structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de contribuer au développement des zones rurales environnantes.

Toute l'attention dont notre secteur fait l'objet depuis quelques années avec d'importants programmes d'amélioration de la mobilité urbaine à travers la

réhabilitation et la construction d'une voirie moderne dans nos principales métropoles et d'amélioration de l'habitat à travers le lancement du programme d'urgence de construction de 10 000 logements sociaux et d'aménagement de 50 000 parcelles constructibles, démontre à souhait la ferme volonté du Chef de l'Etat Son Excellence Monsieur Paul BIYA de positionner notre secteur comme l'un des principaux leviers de la relance économique.

C'est pourquoi je vous invite pendant ces travaux à prendre la pleine mesure, au-delà des seules préoccupations techniciennes, des multiples enjeux économiques, politiques et sociaux qui renvoient au développement urbain et au rôle économique des villes camerounaises.

**Mesdames, Messieurs ;**

**Chers Collaborateurs ;**

Le travail qui est attendu de vous au cours des deux prochains jours requiert un effort exceptionnel de dépassement dans la réflexion. Je souhaite, bien évidemment qu'il se conclue d par une appropriation

des concepts et des propositions concrètes qui nous permettront d'avancer durablement avec méthode, objectivité et efficacité dans l'accomplissement de nos missions.

Confiant dans l'adaptabilité de l'organisation de notre Département ministériel et dans la qualité des hommes qui en sont la première ressource, je suis intimement persuadé que la bonne exécution du cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020, nous permettra de contribuer de manière significative, à la réalisation du programme d'investissement élaboré par le Gouvernement camerounais à travers le présent DSCE.

Je suis également convaincu que c'est par l'effort que nous parviendrons à renforcer la gouvernance urbaine. Que nous pourrions améliorer les conditions de nos concitoyens, à l'effet d'accroître la compétitivité et l'efficacité économique, sociale et environnementale des villes du Cameroun.

Mesdames et Messieurs,

Chers Collaborateurs et Distingués Invités,

**En vous remerciant de votre aimable attention, je déclare ouverts les travaux de la Conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du Ministère du Développement Urbain et de l'habitat. /**